

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances, chargé de la Fonction Publique,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants :*

53-2959 -2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Erratum.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte corrigé par la commission.

53-2959 -2013/2014 :

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 10 octobre 2013.

Documents du Sénat :

5-2282 -2013/2014 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 24 octobre 2013.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

53-2959 -2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Erratum.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst verbeterd door de commissie.

53-2959 -2013/2014 :

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 10 oktober 2013.

Stukken van de Senaat :

5-2282 -2013/2014 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 24 oktober 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2013/03431]

21 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les règles selon lesquelles la Banque Nationale de Belgique (ci-après "la Banque") met ses frais de fonctionnement pour le contrôle des établissements financiers à charge desdits établissements sont fixées par l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique.

L'article 13 de l'arrêté royal précité détermine les montants dus par les organismes de compensation et les organismes de liquidation, et l'article 14 les montants dus par les établissements de paiement.

L'objectif de l'arrêté soumis à Votre signature est double.

D'une part, les nouveaux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 13 visent à soumettre les organismes de compensation et les organismes de liquidation à un régime uniforme. Désormais, chaque organisme soumis au contrôle sera redevable d'une contribution forfaitaire de 200.000 EUR à la Banque, sauf si cet organisme paie une contribution d'au moins 200.000 EUR à la Banque en qualité d'établissement de crédit.

D'autre part, l'article 14 nouveau vise à soumettre les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique à un régime uniforme. La nécessité de mettre en place ce régime uniforme découle de la loi du 27 novembre 2012 modifiant la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'accès aux systèmes de paiement et d'autres législations dans la mesure où elles sont relatives au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique et des associations de crédit du réseau du Crédit professionnel, qui a révisé le statut des établissements de monnaie électronique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2013/03431]

21 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De regels volgens dewelke de Nationale Bank van België (hierna : de Bank) haar werkingskosten die betrekking hebben op het toezicht op financiële instellingen ten laste legt van die instellingen, worden vastgelegd in het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België.

Artikel 13 van voormeld koninklijk besluit bepaalt de verschuldigde bijdragen in hoofde van de verrekeningsinstellingen en de vereffeninginstellingen en artikel 14 de verschuldigde bijdragen in hoofde van de betalingsinstellingen.

De bedoeling van het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, is tweeledig.

Ten eerste strekken de nieuwe paragrafen 1 en 2 van artikel 13 ertoe de verrekeningsinstellingen en de vereffeninginstellingen aan een uniforme regeling te onderwerpen. Voortaan is elke instelling onder toezicht een forfaitaire bijdrage van 200.000 EUR verschuldigd aan de Bank tenzij die instelling aan de Bank een bijdrage van minstens 200.000 EUR betaalt in haar hoedanigheid van kredietinstelling.

Ten tweede strekt het nieuwe artikel 14 ertoe de betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld aan een uniforme regeling te onderwerpen. De noodzaak tot het uitwerken van een dergelijke uniforme regeling vloeit voort uit de wet van 27 november 2012, tot wijziging van de wet van 21 december 2009 betreffende het statuut van de betalingsinstellingen, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienst-aanbieder en de toegang tot betalingssystemen, en van andere wetgeving die betrekking heeft op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld en van de kredietverenigingen uit het net van het Beroepskrediet, die het statuut van instellingen voor elektronisch geld heeft herzien.

En réponse à la remarque du Conseil d'Etat que le présent arrêté royal doit être soumis à l'avis de la Banque centrale européenne, il est remarqué qu'il n'est pas considéré comme opportun de soumettre à la BCE des projets de dispositions réglementaires qui apportent une modification limitée à un arrêté royal exécutant une loi si tant l'arrêté royal en question que la base légale ont déjà été évalués positivement par la BCE (voir CON/2012/35 et CON/2011/5). La consultation excessive de la BCE surcharge les administrations des autorités belges et de la BCE et risque en outre de saper l'efficacité de la procédure de consultation européenne.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
K. GEENS

CONSEIL D'ETAT
section de législation

Avis 54.560/2 du 9 décembre 2013 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique'.

Le 22 novembre 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 9 décembre 2013.

La chambre était composée de Yves Kreins, président de chambre, Pierre Vandernoot et Martine Baguet, conseillers d'Etat, Christian Behrendt et Jacques Englebert, assessseurs, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc Paquet, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 décembre 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

Au début de son avis du 10 mai 2012 sur les frais de fonctionnement liés au contrôle prudentiel (CON/2012/35), donné sur le projet devenu l'arrêté royal du 17 juillet 2012 'relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique' qu'il est envisagé de modifier, la Banque centrale européenne indique ce qui suit, s'agissant de l'introduction de la demande et de son fondement juridique :

'Le 23 mars 2012, la Banque centrale européenne (BCE) a reçu une demande de consultation de la Banque Nationale de Belgique (BNB), agissant pour le compte du ministère belge des Finances, portant sur un projet d'arrêté royal relatif aux frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, mettant en œuvre l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique (ci-après, le 'projet d'arrêté royal').

In antwoord op de opmerking van de Raad van State dat voorliggend koninklijk besluit ter advies moet worden voorgelegd aan de Europese Centrale Bank wordt opgemerkt dat het niet raadzaam wordt geacht om ontwerpen van regelgevende bepalingen die een beperkte wijziging aanbrengen aan een koninklijk besluit tot uitvoering van een wet voor te leggen aan de ECB wanneer zowel het koninklijk besluit in kwestie als de wettelijke basis reeds positief door de ECB werden beoordeeld (zie CON/2012/35 en CON/2011/5). Het overmatig consulteren van de ECB overbelast de administraties van de Belgische overheid en van de ECB en dreigt bovendien de effectiviteit van de Europese consultatieprocedure uit te hollen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer trouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
K. GEENS

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 54.560/2 van 9 december 2013 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België'.

Op 22 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 9 december 2013.

De kamer was samengesteld uit Yves Kreins, kamervoorzitter, Pierre Vandernoot en Martine Baguet, staatsraden, Christian Behrendt en Jacques Englebert, assessoren, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc Paquet, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 december 2013.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

In de inleiding van haar advies van 10 mei 2012 'inzake werkingskosten verband houdend met toezicht' (CON.2012/35) over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 17 juli 2012 'betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België' is geworden en waarvan voorliggend ontwerp de wijziging beoogt, verklaart de Europese Centrale Bank, in verband met de indiening van het verzoek en de rechtsgrondslag ervan het volgende :

'Op 23 maart 2012 ontving de Europese Centrale Bank (ECB) een verzoek van de Nationale Bank van België (BNB), handelend namens de Belgische Minister van Financiën, om een Advies betreffende een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de werkingskosten van de Nationale Bank van België in verband met toezicht op financiële instellingen, ter uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België (hierna: het 'ontwerp van koninklijk besluit').

La BCE a compétence pour émettre un avis en vertu de l'article 127, paragraphe 4, et de l'article 282, paragraphe 5, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que de l'article 2, paragraphe 1^{er}, troisième tiret, de la Décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation, étant donné que le projet d'arrêté royal contient des dispositions qui concernent la BNB".

Suivant l'article 2, paragraphe 1^{er}, troisième tiret, de la Décision 98/415/CE du 29 juin 1998 précitée,

"Les autorités des Etats membres consultent la BCE sur tout projet de réglementation relevant de son domaine de compétence en vertu du traité, et notamment en ce qui concerne [...] les banques centrales nationales".

Tout comme l'arrêté du 17 juillet 2012 qu'il tend à modifier, le projet doit par conséquent faire l'objet d'une consultation de la Banque centrale européenne et son avis devra être visé dans le préambule.

Le greffier
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le président
Yves Kreins

21 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12 bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, l'article 12 bis, § 4, inséré par l'article 187 de l'arrêté royal du 3 mars 2011 mettant en œuvre l'évolution des structures de contrôle du secteur financier;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12 bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique;

Vu l'avis 54.560/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 13 de l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12 bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, les paragraphes 1^{er} et 2, modifiés par l'arrêté royal du 1^{er} octobre 2012, sont remplacés par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Les organismes de compensation belges et les succursales établies en Belgique d'organismes de compensation étrangers qui disposent, au 1^{er} janvier, d'un agrément en vertu de l'article 36/25, § 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, acquittent annuellement une contribution de 200.000 EUR.

Les succursales établies en Belgique d'établissements de crédit étrangers qui, pour les services qu'elles fournissent en qualité d'organisme de compensation, sont, au 1^{er} janvier, soumises au contrôle visé à l'article 36/25 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, acquittent annuellement une contribution de 200.000 EUR.

Les organismes de compensation étrangers non établis en Belgique qui, pour les services qu'ils fournissent en qualité d'organisme de compensation, sont, au 1^{er} janvier, soumis au contrôle visé à l'article 36/25 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, acquittent annuellement une contribution de 200.000 EUR. Aucune contribution n'est due si l'organisme concerné acquitte une contribution à la Banque pour une succursale établie en Belgique.

La contribution fixée par le présent paragraphe n'est pas due par les organismes visés au présent paragraphe qui sont redevables d'une contribution d'au moins 200.000 EUR à la Banque en vertu du chapitre III du présent arrêté.

De adviesbevoegdheid van de ECB is gebaseerd op artikel 127, lid 4 en artikel 282, lid 5 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) en het derde streepje van artikel 2, lid 1 van Beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen, aangezien het ontwerp KB bepalingen betreffende de NBB omvat."

Het voormelde derde streepje van artikel 2, lid 1, van de beschikking 98/415/EG van 29 juni 1998 bepaald het volgende :

"De autoriteiten van de lidstaten raadplegen de ECB over elk ontwerp van wettelijke bepaling op de gebieden die krachtens het Verdrag onder de bevoegdheid van de ECB vallen, met name : (...) centrale banken".

Net zoals over het besluit van 17 juli 2012, waarvan het voorliggende ontwerp de wijziging beoogt, moet de Europese Centrale Bank over dit ontwerp worden geraadpleegd en dient in de aanhef naar haar advies te worden verwezen.

De griffier
Anne-Catherine Van Geersdaele

De voorzitter
Yves Kreins

21 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12 bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, artikel 12 bis, § 4, ingevoegd bij artikel 187 van het koninklijk besluit van 3 maart 2011 betreffende de evolutie van de toezichtsarchitectuur voor de financiële sector;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12 bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België;

Gelet op advies 54.560/2 van de Raad van State, gegeven op 9 december 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 13 van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12 bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, worden paragrafen 1 en 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 oktober 2012, vervangen als volgt :

"§ 1. De Belgische verrekeningsinstellingen en de in België gevestigde bijkantoren van buitenlandse verrekeningsinstellingen die op 1 januari over een vergunning beschikken krachtens artikel 36/25, § 2, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, betalen jaarlijks een bijdrage van 200.000 EUR.

De in België gevestigde bijkantoren van buitenlandse kredietinstellingen, die voor hun diensten als verrekeningsinstelling op 1 januari onderworpen zijn aan het toezicht bedoeld in artikel 36/25 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, betalen jaarlijks een bijdrage van 200.000 EUR.

De niet in België gevestigde buitenlandse verrekeningsinstellingen, die voor hun diensten als verrekeningsinstelling op 1 januari onderworpen zijn aan het toezicht bedoeld in artikel 36/25 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, betalen jaarlijks een bijdrage van 200.000 EUR. Geen bijdrage is verschuldigd indien de betrokken instelling een bijdrage aan de Bank betaalt voor een bijkantoor in België.

De in deze paragraaf vastgestelde bijdrage is niet verschuldigd door de in deze paragraaf bedoelde instellingen die een bijdrage van minstens 200.000 EUR aan de Bank zijn verschuldigd op basis van hoofdstuk III van dit besluit.

§ 2. Les organismes de liquidation belges et les succursales établies en Belgique d'organismes de liquidation étrangers qui, pour les services qu'ils fournissent en qualité d'organisme de liquidation, sont, au 1^{er} janvier, soumis au contrôle visé à l'article 36/26 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, acquittent annuellement une contribution de 200.000 EUR.

Les établissements établis en Belgique et non visés à l'alinéa 1^{er}, qui sont, au 1^{er} janvier, soumis au contrôle visé à l'article 36/26 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, acquittent annuellement une contribution de 200.000 EUR.

Les organismes assimilés à des organismes de liquidation conformément à l'article 36/26, § 7, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, qui, pour les services qu'ils fournissent en qualité d'organisme de liquidation, sont, au 1^{er} janvier, soumis au contrôle visé à l'article 36/26 de ladite loi du 22 février 1998, acquittent annuellement une contribution de 200.000 EUR.

La contribution fixée par le présent paragraphe n'est pas due par les organismes visés au présent paragraphe qui sont redevables d'une contribution d'au moins 200.000 EUR à la Banque en vertu du chapitre III du présent arrêté."

Art. 2. L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique de droit belge établis en Belgique au 1^{er} janvier et visés respectivement à l'article 9 et à l'article 64 de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, acquittent annuellement une contribution de 2.500 EUR.

Cette contribution est portée à 10.000 EUR pour les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique visés à l'alinéa 1^{er} dont les fonds propres dépassent 1 million EUR, à 15.000 EUR pour les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique visés à l'alinéa 1^{er} dont les fonds propres dépassent 5 millions EUR et à 25.000 EUR pour les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique visés à l'alinéa 1^{er} dont les fonds propres dépassent 10 millions EUR.

Les fonds propres pris en considération s'entendent de ceux qui se rapportent à la situation au 31 décembre de l'année précédente conformément, pour les établissements de paiement, à l'article 6 du règlement de la CBFA du 19 janvier 2010 relatif aux fonds propres des établissements de paiement, et, pour les établissements de monnaie électronique, à l'article 5 du règlement de la BNB du 18 juin 2013 concernant les fonds propres des établissements de monnaie électronique et le placement des fonds reçus en échange de la monnaie électronique émise.

Les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique établis en Belgique au 1^{er} janvier qui bénéficient d'une exemption en tout ou en partie au titre respectivement de l'article 48 et de l'article 105 de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, acquittent annuellement une contribution de 1.500 EUR.

Les succursales établies en Belgique au 1^{er} janvier d'établissements de paiement et d'établissements de monnaie électronique relevant du droit d'un autre État membre de l'EEE et visés respectivement à l'article 39 et à l'article 91 de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, acquittent annuellement une contribution de 2.500 EUR.

§ 2. Chaque année, la Banque informe les établissements visés au § 1^{er}, au plus tard le 1^{er} septembre, du montant dont ils sont redevables en vertu dudit paragraphe. Les établissements en question acquittent ces contributions au plus tard le 30 septembre de la même année.

§ 2. De Belgische vereffeningsinstellingen en de in België gevestigde bijkantoren van buitenlandse vereffeningsinstellingen die voor hun diensten als vereffeningsinstelling op 1 januari onderworpen zijn aan het toezicht bedoeld in artikel 36/26 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, betalen jaarlijks een bijdrage van 200.000 EUR.

De niet in het eerste lid bedoelde in België gevestigde instellingen, die op 1 januari aan het toezicht bedoeld in artikel 36/26 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, zijn onderworpen, betalen jaarlijks een bijdrage van 200.000 EUR.

De overeenkomstig artikel 36/26, § 7, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen die voor hun diensten als vereffeningsinstelling op 1 januari onderworpen zijn aan het toezicht bedoeld in artikel 36/26 van voormelde wet van 22 februari 1998, betalen jaarlijks een bijdrage van 200.000 EUR.

De in deze paragraaf vastgestelde bijdrage is niet verschuldigd door de in deze paragraaf bedoelde instellingen die een bijdrage van minstens 200.000 EUR aan de Bank zijn verschuldigd op basis van hoofdstuk III van dit besluit."

Art. 2. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De op 1 januari in België gevestigde betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld naar Belgisch recht bedoeld in respectievelijk artikel 9 en artikel 64 van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, betalen jaarlijks een bijdrage van 2.500 EUR.

Deze bijdrage wordt verhoogd tot 10.000 EUR voor de in het eerste lid bedoelde betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld met een eigen vermogen van meer dan 1 miljoen EUR, tot 15.000 EUR voor de in het eerste lid bedoelde betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld met een eigen vermogen van meer dan 5 miljoen EUR en tot 25.000 EUR voor de in het eerste lid bedoelde betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld met een eigen vermogen van meer dan 10 miljoen EUR.

Het in aanmerking genomen eigen vermogen is het eigen vermogen op 31 december van het voorafgaande jaar, berekend, voor betalingsinstellingen, overeenkomstig artikel 6 van het reglement van de CBFA van 19 januari 2010 op het eigen vermogen van de betalingsinstellingen en, voor instellingen voor elektronisch geld, overeenkomstig artikel 5 van het reglement van de NBB van 18 juni 2013 op het eigen vermogen van de instellingen voor elektronisch geld en de belegging van de geldmiddelen die in ruil voor het uitgegeven elektronisch geld worden ontvangen.

De op 1 januari in België gevestigde betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld die geheel of gedeeltelijk zijn vrijgesteld op basis van respectievelijk artikel 48 en artikel 105 van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, betalen jaarlijks een bijdrage van 1.500 EUR.

De op 1 januari in België gevestigde bijkantoren van betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld die ressorteren onder een andere lidstaat van de EER bedoeld in respectievelijk artikel 39 en artikel 91 van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, betalen jaarlijks een bijdrage van 2.500 EUR.

§ 2. De Bank stelt de instellingen bedoeld in § 1 jaarlijks uiterlijk op 1 september in kennis van het bedrag dat zij overeenkomstig die paragraaf verschuldigd zijn. De instellingen in kwestie betalen deze bijdragen ten laatste op 30 september van hetzelfde jaar.

§ 3. Les établissements qui introduisent une demande au sens de l'article 7 de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, acquittent, à la suite de cette demande, une contribution de 1.500 EUR. Lorsque la Banque octroie un agrément au sens de l'article 8 de ladite loi du 21 décembre 2009, elle demande, à la suite de cet agrément, le paiement d'une contribution de 1.500 EUR par service de paiement pour lequel un agrément a été octroyé, avec un maximum de 4.500 EUR.

Les établissements qui introduisent une demande au sens de l'article 62 de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, acquittent, à la suite de cette demande, une contribution de 1.500 EUR. Lorsque la Banque octroie un agrément au sens de l'article 63 de ladite loi du 21 décembre 2009, elle demande, à la suite de cet agrément, le paiement d'une contribution de 1.500 EUR par service de paiement envisagé, avec un maximum de 4.500 EUR.

Les établissements qui reçoivent une notification de la Banque au sens de l'article 39 ou de l'article 91 de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, acquittent, à la suite de cette notification, une contribution de 1.500 EUR.

Les contributions dues en vertu du présent paragraphe sont acquittées dans le mois qui suit l'invitation à payer faite par la Banque."

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

§ 3. De instellingen die een aanvraag doen in de zin van artikel 7 van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, betalen naar aanleiding van die aanvraag een bijdrage van 1.500 EUR. Wanneer de Bank een vergunning verleent in de zin van artikel 8 van voormelde wet van 21 december 2009, vordert zij naar aanleiding van die vergunning een bijdrage van 1.500 EUR per betalingsdienst waarvoor een vergunning is verleend, zonder dat het bedrag van 4.500 EUR mag worden overschreden.

De instellingen die een aanvraag doen in de zin van artikel 62 van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, betalen naar aanleiding van die aanvraag een bijdrage van 1.500 EUR. Wanneer de Bank een vergunning verleent in de zin van artikel 63 van voormelde wet van 21 december 2009, vordert zij naar aanleiding van die vergunning een bijdrage van 1.500 EUR per voorgenomen betalingsdienst, zonder dat het bedrag van 4.500 EUR mag worden overschreden.

De instellingen die van de Bank een kennisgeving ontvangen in de zin van artikel 39 of artikel 91 van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, betalen naar aanleiding van die kennisgeving een bijdrage van 1.500 EUR.

De krachtens deze paragraaf verschuldigde bijdragen worden betaald binnen een termijn van één maand na het verzoek tot betaling door de Bank."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09565]

21 DECEMBRE 2013. — Loi portant assentiment à l'Accord, conclu par échange de notes verbales datées du 16 octobre 2013 et du 7 novembre 2013, portant prolongation de la convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges, faite à Tilburg (Pays-Bas) le 31 octobre 2009 (1) (2)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord, conclu par échange de notes verbales datées du 16 octobre 2013 et du 7 novembre 2013, portant prolongation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges, faite à Tilburg (Pays-Bas) le 31 octobre 2009, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Les accords concernant la prolongation du même traité après le 31 décembre 2014, prévu dans l'échange de notes verbales, sortiront leur plein et entier effet.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09565]

21 DECEMBER 2013. — Wet houdende instemming met het Akkoord, gesloten door uitwisseling van verbale nota's gedateerd op 16 oktober 2013 en op 7 november 2013 tot verlenging van het verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden over de terbeschikkingstelling van een penitentiaire inrichting in Nederland ten behoeve van de tenuitvoerlegging van bij Belgische veroordelingen opgelegde vrijheidsstraffen, gedaan te Tilburg (Nederland) op 31 oktober 2009 (1) (2)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Akkoord, gesloten door uitwisseling van verbale nota's gedateerd op 16 oktober 2013 en op 7 november 2013, tot verlenging van het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden over de terbeschikkingstelling van een penitentiaire inrichting in Nederland ten behoeve van de tenuitvoerlegging van bij Belgische veroordelingen opgelegde vrijheidsstraffen, gedaan te Tilburg (Nederland) op 31 oktober 2009, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De akkoorden betreffende de verlenging van hetzelfde verdrag na 31 december 2014, voorzien in de uitwisseling van verbale nota's, zullen volkomen gevolg hebben.